

TIZI-OUZOU RENCONTRE A L'OCCASION DU 58^e ANNIVERSAIRE DES DROITS DE L'HOMME A AZAZGA

Triste constat

Triste et sombre tableau que celui de la situation des droits de l'homme, 58 ans après la proclamation de la déclaration universelle, dressé par Maître Zehouane, président de la LADDH, ainsi que tous les intervenants ayant pris part à la rencontre organisée par la Maison des droits de l'homme et du citoyen de Tizi-Ouzou en partenariat avec la fondation allemande Friedrich Ebert. "Aucun de ces droits n'est respecté en Algérie. Qui peut garantir aujourd'hui chez nous qu'il est à l'abri d'une arrestation ou de tortures ? Le concept des droits de l'homme reste encore à inventer", s'est exclamé d'emblée Maître Zehouane dont le thème de l'intervention "Qu'en est-il du standard des droits de l'homme" prendra naissance au plus fort du XVIII^e siècle pour retracer le long cheminement et les raisons qui ont incité à la mise sur pied de ce qu'il a qualifié "d'héritage né d'une longue pégrination à travers des expériences douloureuses, comme les guerres dont l'une a fait plus de 105 millions de victimes". Son constat va plus loin que nos frontières pour, malheureusement, constater les mêmes lacunes à travers le monde "y compris dans les pays européens, pourtant avancés dans le respect et la pratique des droits de l'homme", dira-t-il sur un ton navré.

Mais, notwithstanding les diverses analyses pour illustrer les atteintes flagrantes au niveau planétaire, son intervention s'est axée particulièrement sur le caractère universel de ces droits, "dont la motivation principale et originelle est de dépasser l'approche de l'homme

vu sous une tutelle religieuse, ethnique, étatique ou autre pour ne le situer que dans sa dimension individuelle, universelle et humaine". Le concept de standard a constitué le leitmotiv de sa longue et riche intervention où il a déploré l'absence ou l'insuffisance d'organismes régionaux, continentaux, etc., pour le contrôle de la conformité des lois des Etats avec les droits de l'homme et comme moyen de recours contre "les contraintes, les obstacles et les mesures administratives draconiennes dressés par les gouvernements contre la pratique des libertés multiples, sous prétexte de souveraineté qui va à contre-courant du principe de standard, justement", a renchérit Maître Zehouane. Tout en saluant les quelques initiatives, à l'instar de la création de la Cour européenne des droits de l'homme, il déplorera le peu d'intérêt accordé à de tels organismes, seule garantie à ses yeux de la pérennité de l'universalité des droits de l'homme. A cet effet, il citera l'exemple de la méfiance observée et le refus opposé à l'égard de sa proposition de la mise en place d'une convention et d'une cour euro-méditerranéenne des droits de l'homme. Le projet de la réconciliation nationale initié par le pouvoir algérien n'a pas échappé à la critique de l'orateur dans le chapitre des violations flagrantes. "Cet acte vise à occulter les problèmes réels en refusant d'écrire une page douloureuse de l'histoire nationale, longue de plus de dix années. C'est aussi un déni de droit, de justice aux victimes qui sont aujourd'hui narguées par leurs bourreaux, dont les têtes furent

misés à prix par le même pouvoir qui les amnistie quelque temps après. Ce qui aggrave les traumatismes et les refoulements et consacre l'impunité sous le paravent de tragédie nationale", a-t-il argumenté. Mais en définitive, avec une pointe d'optimisme et d'espoir, il appellera à l'intensification de la lutte pour les droits de l'homme et à la préservation de leur caractère standard "malmené par des forces difficilement maîtrisables, comme la mondialisation. Ce concept doit aussi faire constamment l'objet de modulation en fonction de nouvelles données de diverses natures", conclut-il.

Emboitant le pas à Maître Zehouane, l'universitaire Mohamed Ouassoum, dont le thème de la communication traitait de "La Déclaration universelle des droits de l'homme et droits économiques, sociaux et culturels", affirme que ces derniers sont bien explicités dans la déclaration et élargis à partir de droits politiques et civiques.

A leur sujet, dans notre pays, il pense que l'acquis post-indépendant dans ce sens, qui "déscolait de la légitimité du peuple algérien de réclamer ce dont il était sévré par le colonialisme", était beaucoup plus dû à un esprit communautaire et nationaliste conséquent à l'euphorie de l'indépendance qu'au souci du respect des droits de l'homme.

Le marasme et le choc économique survenu au milieu des années 1980 ont "sérieusement ébranlé ses droits avec le manque d'emplois". Le problème d'absence de performances économiques qui prévaut de nos jours risque, selon lui, de les fragiliser et de les occulter encore plus.

La politique économique actuelle, qu'il refuse au passage de qualifier d'ultra-libérale, risque de générer plus de chômeurs, donc plus de perte dans les droits. Quand au pacte social, il dira : "On aura beau négocier avec les travailleurs, ce qui est légitime, le pro-

blème ce sont ces millions de jeunes qui arrivent sur le marché du travail sans aucune issue".

La communication de M. A. About ayant pour thème "Les droits de l'homme : réalité et perspective en Algérie" n'a pas été pour améliorer le triste tableau dépeint par les précédents conférenciers. L'ancien détenu des prisons de Lambèse et de Berrouaghia et après quelques émouvants témoignages sur la période de son incarcération, enfonce le clou en démontrant qu'aucun des pactes internationaux ratifiés par l'Algérie n'est respecté par les autorités. Il étayera ses dires par, entre autres, la flagrante non-conformité du code de la famille avec la Déclaration universelle et le maintien de l'état d'urgence "alors qu'on se cesse de citer sur tous les toits du monde que la situation sécuritaire est maîtrisée", soutient-il avant d'ajouter que la signature des conventions internationales n'obtient qu'à leururr l'opinion étrangère sur la nature du régime algérien. En somme, une oppression à huis clos exercé sur le peuple algérien. M. Ait-Yahia, dans sa "Lecture historique et analytique" n'a pas fait dans la dentelle pour fustiger les gouvernements algériens. "A côté de la richesse ostentatoire, il y a une misère noire", dira-t-il, en parlant de l'embellie financière d'un côté et la paupérisation des populations, dont on faisait remarquer que "sa classe moyenne a disparu dans notre pays".

Au-delà des thèmes suscités, cette rencontre a été l'occasion pour les présents de se pencher sur plusieurs autres aspects comme la nécessité de la reformulation des droits de l'homme pour renforcer leur caractère humain et universel de manière à brasser une plus large bande de civilisations et philosophies. "Consolider l'approche naturaliste continuelle au détriment de la thèse développementaliste", a-t-on conclu.

R. A.

Des cadres associatifs en formation

Les associations Amusaw, Tarawa Fathma N'soumer et le CFPN, avec le soutien de l'ONG américaine la Fondation nationale pour la démocratie (NED), organisent depuis jeudi dernier un cycle de formations au profit de cadres associatifs issus de près d'une vingtaine d'associations. Abrité par la Médialthèque 1 de Tizi-Ouzou, cette série de rencontres qui a débuté les 14 et 15 décembre a pour objectif de former les cadres et animateurs associatifs aux techniques de plaidoyer, autrement dit, selon l'explication des organisateurs, à doter les bénéficiaires de ce programme de formation d'outils nécessaires à la réussite d'une campagne de sensibili-

sation. Ils seront, à travers des modules théoriques suivis d'exercices pratiques, initiés aux techniques visant l'amélioration de la gestion de leur structure, la communication interne et externe, la gestion du temps et la recherche et prospection de fonds. Les bénéficiaires de cette série de formations sont des cadres et animateurs, hommes et femmes, activant dans la région de Kabylie et issus de divers horizons associatifs. L'objectif est de les amener à faire preuve de compétence professionnelle et managériale face à un environnement politico-institutionnel multiple et complexe.

H. S.

CONFERENCE DE ABDELKRIM HARCHAOU

"C'est à l'économie d'alimenter le Trésor public"

C'est à l'économie d'alimenter le Trésor public et non l'inverse, déclare Abdelkrim Harchaoui, membre du bureau national du RND et député à l'Assemblée nationale, au cours d'une conférence-débat qu'il a animée à l'ITHT de Tizi Ouzou intitulée "Le financement budgétaire et l'efficacité des politiques publiques".

Bien que programmée loin du centre-ville et n'ayant de surcroît fait l'objet d'aucun affichage public, la conférence a attiré beaucoup de monde. La salle de conférences de l'ITHT était quasiment pleine, les voies de mobilisation internes au parti d'Ahmed Ouyahia semblent avoir bien fonctionné et la réputation du personnage n'y était pour rien loin de là. Le dégageant d'Ahmed Ouyahia des lourdes charges de l'Etat qui étaient les siennes avant son remplacement par Belkhadem et l'approche de plusieurs échéances électorales et les récriminations officielles sur la léthargie de la classe politique sont probablement pour quelque chose dans le déploiement du RND ces dernières semaines à travers le pays. Une belle occasion, par ailleurs, de faire des mises au point

qui s'imposent à l'adversaire et néanmoins partenaire dans l'alliance présidentielle.

C'est par là que l'ancien ministre a choisi d'introduire son sujet en soulignant d'une manière extrêmement intelligente qu'à travers le temps et l'espace ceux qui engagent les réformes indispensables pour l'avenir du pays et de la société récoltent rarement, voire presque jamais les fruits de leurs efforts.

L'allusion au travail accompli sous la direction du leader du RND et aux bénéfices qu'en tire actuellement le chef du FLN est assez claire en dépit de l'ambiguïté du propos valable également pour une période et une génération déterminées.

En effet, avant de noter que les citoyens sont maintenant au vert, le conférencier a plongé l'assistance dans les origines et les conséquences de la crise économique non sans situer les responsabilités. Le train de vie de l'Etat dépendant à 97% des ressources pétrolières, la chute vertigineuse des cours des hydrocarbures, l'indiscipline budgétaire, le fonctionnement à perte des entreprises, le

recours aux crédits à court terme pour faire face aux dépenses de l'Etat en comptant sur la remontée des prix du pétrole qui non seulement pas eu lieu mais s'est aggravée, le refus et l'ajournement des réformes sont, d'après le conférencier, à l'origine de l'impasse financière et de la très grave crise économique du pays dont personne n'aurait prévu l'ampleur et la durée, ajoute encore l'ancien ministre qui évoque, par ailleurs, les dures conditions du réajustement structurel imposé par le FMI et la Banque mondiale.

Comment peut rester tranquille lorsqu'on sait que l'avenir du pays dépend d'un seul produit lorsque tout ce que nous produisons y compris la pomme de terre a un coût en devises ? Comment faire face aux défis, s'interroge encore le représentant du RND qui passe en revue quelques recettes, notamment la cohésion nationale, la stabilité politique, des choix économiques et budgétaires, une forte croissance, la compétitivité des entreprises, l'ouverture sur l'extérieur, la Bourse et le marché financier en substitution au Trésor public. Analysant la situation

actuelle, il signale que tous les citoyens sont au vert, le fonds de régulation des recettes s'élève à 3 000 milliards, les réserves de change à 80 milliards, la croissance a repris, il est prévu qu'elle atteigne 8% au lieu de 6%, l'inflation n'est plus que de 3%, mais il reste beaucoup à faire, indique tout de même le conférencier qui critique en passant les réactions du gouvernement, des partenaires sociaux et de la classe politique face à cette embellie financière due à la remontée des cours du pétrole, redoutant, pour sa part, la réédition des comportements ayant conduit le pays à la crise des années 1980/90. La demande d'augmentation des salaires et de réduction d'impôts formulée par les partenaires sociaux n'est ni dénoncée ni explicitement approuvée, la position du conférencier apparaîtra plus nettement en évoquant l'exploitation politicienne et la surenchère de la classe politique sur la question.

Le gouvernement est écorché à propos de l'augmentation des salaires, au sein des entreprises déstructurées déjà maintes fois refinancées, à propos également

ALGER/ASSOCIATION DES DIRECTEURS ET GESTIONNAIRES DES CENTRES

DE VACANCES Un week-end de perfectionnement à Zéralda

Le week-end dernier, les directeurs et gestionnaires des centres de vacances et de loisirs (CVL) de la wilaya d'Alger se sont retrouvés à l'hôtel de l'ANALJ de Zéralda pour un regroupement de perfectionnement.

Sous l'égide de l'Association des directeurs et gestionnaires de la wilaya d'Alger (AGDA), une quarantaine d'encadreurs ont débattu des conditions liées à un séjour dans un CVL. Il a été question du bilan de la campagne estivale et l'hygiène alimentaire dans un CVL.

La première partie a été consacrée à l'exposé d'un spécialiste en la matière suivi d'un enrichissant débat. Ensuite, des comptes rendus des séjours dans des CVL, lors de l'été 2006, présentés par des directeurs et gestionnaires, ont été entendus et débattus.

Ce vécus a été étudié selon certains aspects allant de l'organisation interne aux textes régissant ces CVL, en passant par l'assurance, l'hygiène, la sécurité et les multiples activités du CVL. Pour rappel, cette rencontre entre dans le cadre du plan d'action élaboré par l'AGDA en vue de rendre ses adhérents plus aptes à gérer le quotidien d'un CVL. La discussion avec Guechi Chérif, président, et des membres du bureau exécutif de cette association qui active depuis 1993, a laissé transparaître une réelle volonté d'activer dans le sens d'une amélioration des séjours dans un CVL, par le perfectionnement de l'ensemble des encadreurs de cette entité sociopédagogique, amenant par extension le bonheur des enfants.

Pour cela, le plan d'action 2007 comprend des journées d'étude sur ces volets. Pour faire connaître l'AGDA, un site Web est en cogitation et qui servira de lien entre tous les intervenants dans la vie du CVL.

Comme l'expérience de tout un chacun est bénéfique, tout un programme d'échanges pédagogiques interwilayas sera concrétisé au cours de l'année 2007. Aussi les prochaines vacances scolaires du printemps verront des encadreurs d'Alger séjourner à Ghardaia.

Il sera aussi question de contribuer à resserrer les liens entre les directeurs et gestionnaires d'Alger et d'ailleurs et le ministère de la Jeunesse et des Sports, ainsi qu'avec l'Association algérienne des animateurs de colonies de vacances (AACV). Pour le staff de l'AGDA, la demande d'un soutien conséquent des pouvoirs publics en direction des structures d'encadrement de la masse enfantine algérienne est réitérée. Toujours en relation avec le MJS, le souhait de se voir inviter à collaborer dans la formation des animateurs, directeurs et gestionnaires de CVL n'est pas fortuit mais découle de la réalité du terrain dans les CVL. Pour M. Guechi, la participation de tous les professionnels est devenue plus que nécessaire.

Avant de prendre congé de ce staff très dynamique, M. Guechi invite tous les serviteurs des enfants de la wilaya à venir intégrer l'association AGDA pour apporter un plus.

O. K.

MEDEA

Huit personnes sauvées de la mort suite à des émanations de gaz

Huit personnes ont été asphyxiées par des émanations de gaz carbonique dans deux incidents domestiques distincts qui se sont produits vendredi soir et samedi matin, dans le quartier Théniet El-Hajar, commune de Médéa, et ont été sauvées de la mort, apprend-on auprès de la Protection civile. Ainsi, quatre personnes d'une même famille ont été secourues, vendredi soir, par les services du SAMU de Médéa, après avoir été incommodées par du gaz carbonique, ajoutent les mêmes services. Les victimes ont été évacuées vers l'hôpital Mohamed-Boudiaf de Médéa, où elles ont été ranimées et gardées en observation pour la journée, a-t-on précisé. Les services de la Protection civile font également état d'un accident similaire, qui s'est produit dans le même quartier dans la nuit de vendredi à samedi, et qui a nécessité l'évacuation vers l'hôpital de Médéa de quatre autres victimes.

APS

passé de 320 milliards de dinars en 2000 à 2100 milliards en 2006, celui de fonctionnement qui était de 880 milliards en 2000 est de 1 440 milliards en 2006 pour atteindre 1574 milliards de dinars en 2007.

Évoquant la marche, il déconseille vivement le déficit budgétaire affirmant que le budget n'est pas seulement une question économique et technique mais aussi un choix politique, recommande le développement des capacités d'expertise afin de permettre aux parlementaires, comme aux USA, de contrôler les dépenses de l'Etat ainsi que l'observation de la règle des 3 E (économique, efficacité et efficience).

Au terme de sa conférence trop longue et parfois technique bien que très pédagogique, le responsable national du RND accompagne par ailleurs un autre ministre, Mohamed Tahar Bouzghoud, a ouvert les débats en souhaitant la contribution de tous les présents à la discussion en tentant d'orienter les interventions sur les systèmes de santé, l'éducation et le commerce dirigés par les 3 partis de l'alliance présidentielle.

B. T.